




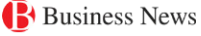
Association Tunisienne  
de Défense des Libertés  
Individuelles


المعرض  
الشهري للصحافة

LA REVUE  
DE PRESSE  
MENSUELLE

THE MONTHLY  
PRESS  
REVIEW


[www.adlitn.org](http://www.adlitn.org)

Sources	Articles
 <p>30-09-2020</p> <p>N.J</p> <p><a href="#">R�alit�es</a></p>	<p><b>L'ATFD appelle à inscrire l'interdiction du sexisme dans le règlement intérieur de l'ARP</b></p> <p>L'Association tunisienne des Femmes démocrates (ATFD) a réagi, mercredi 30 septembre 2020, aux attaques orchestrées contre son ancienne présidente, l'avocate, militante des droits de l'homme et ancienne députée, Bochra Belhadj Hmida. Parallèlement à la vaste polémique autour de la réactivation de la peine de mort qui a éclaté après l'affaire de viol et meurtre de la jeune Rahma dans un quartier de la banlieue nord de Tunis, Bochra Belhadj Hmida a été victime d'une campagne de dénigrement et de diffamation sur les réseaux sociaux. L'avocate a, entre autres, été attaquée par le député de « la Voix des Agriculteurs » Fayçal Tebbini. En réaction, l'ATFD a publié un communiqué dénonçant la persistance du sexisme en politique. « Encore une fois, des actes et des propos nous rappellent que le sexisme en politique persiste et parasite le débat démocratique dans notre pays. Le dernier en date, est le statut avilissant, post� par le député Faycal Tebbini, à l'encontre de notre camarade Bochra Bel Hadj Hamida, militante invétérée de la cause des femmes et ancienne présidente de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates, dans lequel il reproche à l'avocate et ancienne députée, sa position contre la peine capitale, en l'attaquant en des termes dégradants et d'une vulgarité inqualifiable », lit-on dans le communiqué de l'ATFD. L'association a souligné, également, qu'elle condamnait « fermement tout comportement sexiste que ce soit au sein de l'Assemblée ou en dehors et réitère son attachement inflexible aux valeurs d'égalité et de respect entre femmes et hommes ». Exprimant son soutien à Bochra Belhadj Hmida, l'ATFD a appelé les députés à « inscrire l'interdiction du sexisme dans le règlement intérieur de l'ARP, comme l'ont fait nombre de pays, et de voter des sanctions contre les comportements sexistes : rappel à l'ordre, retenue sur le montant mensuel de l'indemnité de fonction, suspension et interdiction temporaires de représenter le parlement ».</p>
 <p>29-09-2020</p> <p>S.H</p> <p><a href="#">businessnews</a></p>	<p><b>Près de 40 cas de contamination au Covid-19 dans la prison de Mornaguia</b></p> <p>Trente-quatre détenus et cinq agents ont été testés positifs dans la prison d'El Mornaguia, a indiqué aujourd'hui, mardi 29 septembre 2020, à la Tap, le porte-parole de la direction générale des prisons, Sofiene Mezghich annonçant que « la source de contamination n'a pas été encore identifiée ». « Sur les cent-trente-deux tests effectués, les résultats des soixante-cinq tests de dépistage ont été révélés avant-hier dimanche 27 septembre. Trente-neuf fonctionnaires et quatre-vingt-treize détenus ont été placés en auto-confinement », a-t-il précisé. La situation sanitaire générale dans la prison est stable, souligne Sofiene Mezghich, ajoutant que des mesures préventives drastiques ont été prises afin de lutter contre la propagation du virus au sein de l'établissement pénitentiaire.</p>

	<b>مقالات باللغة العربية</b>
 Business News 30-09-2020 <a href="#">Business news</a>	<b>والد الضحية رحمة لحمر.. نريد تنفيذ الإعدام يا رئيس الجمهورية</b> عاد الجدل في تونس مؤخرًا حول عقوبة الإعدام وذلك على وقع الجريمة النكراء التي راحت ضحيتها الفتاة «رحمة لحمر» وذلك بين الأصوات المطالبة بإعادة تنفيذ العقوبة والأصوات المطالبة بإلغائها من النصوص القانونية "طبق عقوبة الإعدام ... نريد الإعدام يا رئيس"

**Le 29-09-2020**

<http://adlitn.org/fr>

<b>Sources</b>	<b>Articles</b>
 Business News 29-09-2020 I.M <a href="#">businessnews</a>	<b>Bochra Belhadj Hmida : Je me sens menacée !</b> <p>L'avocate et militante des droits de l'homme, Bochra Belhadj Hamida, a été l'invitée de Boubaker Ben Akacha dans Midi Show du 29 septembre 2020. Elle est, entre autres, revenue sur l'affaire du meurtre de la jeune Rahma et les appels à la réactivation de la peine de mort qui s'en ont suivi ainsi que la campagne de dénigrement lancée à son encontre par des sympathisants du Parti destourien libre (PDL) sur fond d'allégations diffamatoires qui lui ont été attribuées par les mêmes parties. Selon ses détracteurs, l'avocate aurait qualifié Abir Moussi de «fasciste» et de «dictateur» et ce pour avoir exprimé sa position en faveur de la peine de mort. Or, l'ancienne députée Bochra Belhadj Hmida n'a jamais fait de telles déclarations. Elle a également été attaquée sur les réseaux sociaux à cause de sa position en faveur de l'abolition de la peine de mort. La peine capitale est, notons-le, toujours en vigueur en Tunisie. Son application a, cependant, été suspendue depuis 1991 après la signature d'un moratoire. "J'ai déposé une plainte auprès du ministère de l'Intérieur contre une personne proche du PDL pour m'avoir attribué des allégations mensongères", a-t-elle indiqué faisant référence à un statut Facebook diffusé sur des pages du PDL et dans lequel le concerné a prétendu que Bochra Belhadj Hamida avait accusé Abir Moussi d'être "une fasciste car elle souhaite appliquer la peine de mort aux terroristes et aux violeurs". "Je me sens menacée", a-t-elle signalé, notant que les informations dont elle disposait sur l'identité de cette personne n'étaient pas encore confirmées. "Il s'agirait d'un agent de sécurité, lui-même époux de Abir Moussi (présidente du PDL)". Elle a ajouté qu'une autre plainte avait été également déposée contre le député de "la Voix des Agriculteurs", Fayçal Tebbini. A l'éclatement de la polémique suscitée après le viol et l'assassinat d'une jeune fille à Aïn Zaghouan, Fayçal Tebbini, a écrit le statut suivant sur les réseaux sociaux : "Alors que les gens sont effondrés, elle dit non à la peine de mort. Parce qu'elle n'est pas agricultrice et qu'elle ne risque pas d'être volée, Bochra Belhaj Hamida a indiqué, dans le cadre de la loi de protection des agriculteurs, que celui qui vole un agriculteur doit travailler pour lui. Aujourd'hui, elle refuse</p>

la peine de mort dans le cadre des crimes de viol parce qu'elle est certaine qu'elle ne risque pas d'être violée. Personne ne la regarde déjà comme une femme pour avoir envie de la violer" L'avocate s'est, également, adressée au président de la République en réaction à son discours prononcé, lundi 28 septembre 2020 marge de la réunion du conseil de sécurité, et dans lequel il s'est dit en faveur de la peine de mort. "Vous ne faites que nous donner des leçons à longueur de journée (...) Assez de discours ! La responsabilité de la mort de Rahma vous incombe et incombe à vos semblables!", a-t-elle martelé. Bochra Belhadj Hmida s'est, par ailleurs, interrogée sur l'activation de la loi contre les violences faites aux femmes dont une majeure partie se focalise sur la prévention. Interpellée sur la réactivation du débat autour de la peine de mort, l'avocate a avancé, non sans désarroi, que les propos de certains politiciens étaient une traduction de l'échec d'un long parcours de militantisme.

**RÉALITÉS**  
MAGAZINE MOYEN-ORIENT - FONDÉ EN 1979 *Quilica*

29-09-2020

[Réalités](#)

### Kaïs Saïed : Tous les justiciables doivent être égaux devant les tribunaux

Une rencontre dédiée à l'examen du bon fonctionnement des tribunaux a eu lieu mardi 29 septembre 2020 entre le président de la République, Kaïs Saïed et le ministre de la Justice, Mohamed Boussetta. Le président de la République a, à cette occasion, exprimé son intransigeance à garantir l'égalité pour tous car, dit-il, « la justice ne peut être instaurée que si tous les justiciables sont égaux devant les tribunaux, quelles que soient leurs positions ». Kaïs Saïed a, rappelons-le, indiqué hier qu'il est pour la peine de mort contre l'assassin de la jeune Rahma. Et d'ajouter que l'auteur du crime a le droit à un procès équitable, sans qu'il n'ait le droit à une grâce puisque c'est un récidiviste. Sur un autre registre, le chef de l'Etat a abordé la question de la corruption, épinglant la lenteur des procédures judiciaires.

### مقالات باللغة العربية

**B** Business News

29-09-2020

[Business news](#)

### إيقاف أستاذ بشبهة التحرش

أكد المندوب الجهوي للتربية بالمنستير المنجي سليم أن وزير التربية فتحي السلاوتي قد قرر يوم الجمعة، إيقاف أستاذ بالمعهد الثانوي فطومة بورقيبة بالمنستير تحفظيا عن العمل بتهمة التحرش بتلميذاته

### بنقردان: القبض على امرأة محكوم عليها بالسجن من أجل الانتماء إلى تنظيم إرهابي

ألقت وحدات منطقة الأمن الوطني ببقردان (ولاية مدنين)، أمس الجمعة، القبض على امرأة تبلغ من العمر 36 سنة، صادر في شأنها حكم قضائي بالسجن لمدة 3 سنوات من أجل "الانتماء إلى تنظيم إرهابي". وأفادت وزارة الداخلية في بلاغ لها اليوم السبت، بأن النيابة العمومية، أذنت بالاحتفاظ بها واتخاذ ما يتعين في شأنها.

**الشروق**  
MAGAZINE MOYEN-ORIENT - FONDÉ EN 1979

29-09-2020

[alchourouk](#)

### في ورشة حول «الفئات في وضعية هشّة والأماكن السالبة للحرية خلال جائحة كورونا»: سوء معاملة مغنوية وجسدية ضدّ بعض الفئات، غياب الاحصائيات وهذه أبرز التوصيات

نظمت اللجنة المعنية بالفئات في وضعية هشّة صلب الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب مؤخرا ورشة تفكير تحت عنوان «الفئات في وضعية هشّة والأماكن السالبة للحرية خلال جائحة كوفيد-19» وذلك بالتعاون والشراكة مع برنامج الأمم المتحدة الإنمائي ومكتب المفوضية السامية لحقوق الإنسان بتونس ومكتب المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب بتونس والمعهد الدنماركي لمناهضة التعذيب بتونس، وتندرج هذه الورشة في إطار مواكبة الوضع الصحي العام للبلاد والذي انعكس

**المغرب**  
MAGAZINE MOYEN-ORIENT - FONDÉ EN 1979

29-09-2020

نورة الهدار

[Le maghreb](#)


على الفئات الهشة في الأماكن السالبة للحرية ولمزيد من التفاصيل حول هذا الملف وتسليط الضوء على مختلف الإشكاليات التي عمقت وضعية الهشاشة لدى تلك الفئات تحدثنا مع سيدة مبارك رئيسة اللجنة المختصة.

شارك في هذه الورشة مجموعة من ممثلي الجهات المعنية الحكومية ومن المجتمع المدني، هذا وقد تناولت بالدرس فئات النساء والمهاجرين والأشخاص ذوي الإعاقة غيرهم، وسيتم تنظيم ورشة تفكير مماثلة لاحقا من أجل دراسة أوضاع الأطفال وكبار السن والمرضى العقليين وذوي الاضطرابات النفسية وفق ذات المصدر.

وقد أكدت سيدة مبارك رئيسة لجنة المرأة والطفولة والأشخاص ذوي الإعاقة والفئات في وضعية هشة وجود عديد الإشكاليات التي مست من الحقوق الأساسية للفئات الهشة، مما يستوجب لفت النظر ومراجعة البرامج والاستراتيجيات والرؤى من أجل ضمان تأمين الرعاية الشاملة وضمان الحق في الحماية والحق في الكرامة البشرية اعتمادا على مقاربة حقوقية شاملة تراعي مبدأ المساواة وعدم التمييز وكافؤ الفرص وفق تعبيرها، هذا وقالت في ذات السياق «ما تم استنتاجه من هذه الورشة ومن خلال المعاينات التي قامت بها اللجنة ظهور أماكن سالبة للحرية جديدة مثل مراكز الحجر الصحي الإجباري، كما مثلت بعض البيوت أماكن احتجاز لبعض النساء والأطفال الذين تعرضوا فيها إلى العنف مما استوجب التدخل لإخراجهم منها من أجل حمايتهم بالإضافة إلى ضعف الخدمات الصحية وتأخرها بالنسبة إلى الفئات الهشة خلال جائحة كوفيد-19 وغياب الدراسات والإحصائيات حول هذه الفئات في الأماكن السالبة للحرية زمن الكورونا وحتى قبلها»



من جهة اخرى تحدثت مبارك عن ضعف البروتوكول الصحي وعدم ملاءمته لوضعية الهشاشة بالنسبة إلى بعض الفئات مثل الأشخاص ذوي الإعاقة البصرية أو الإعاقة العميقة التي تستوجب تواجد مرافق ولا يمكن فيها العمل بالتباعد الجسدي كذلك الاكتظاظ الذي يحول في كثير من الأحيان دون احترام إجراءات الوقاية داخل الأماكن السالبة للحرية وخاصة السجون مع غياب الإطار القانوني المنظم لوضع المهاجرين في الأماكن السالبة وهو ما يفسر إيواء بعضهم في مركز الإيواء والتوجيه بالوردية دون سند قانوني، وهو أمر مخالف لمبادئ حقوق الإنسان التي صادقت عليها تونس وضعف الترتيبات والرعاية الشاملة عموما في مراكز الإيواء والاحتجاز بالإضافة إلى نقص التكوين المعرفي والنقص في طرق التعامل السليمة لدى العاملين المباشرين مع الفئات الهشة مما تسبب في كثير من الأحيان في سوء معاملة معنوية ولفظية وجسدية تجاه بعض الفئات مثل فئة مجتمع م.ع (المثليون والعاثرون جنسيا...) الذين يتعرضون إلى الإهانة وسوء المعاملة والتمييز بسبب الميولات الجنسية المختلفة».

وقد خرج الحاضرون في هذه الورشة بجملة من التوصيات من أهمها الدعوة إلى مراجعة مفهوم الأماكن السالبة للحرية باعتبار أن المفهوم لا يرتبط بالمكان وإنما بالقيود التي تستهدف مبدأ الحرية ومراجعة المنظومة القانونية بالنسبة للمهاجرين فضلا عن ضرورة العمل من أجل رفع الوعي بحقوق الفئات الهشة وحمايتهم ومراجعة النصوص القانونية وجعلها متلائمة مع الاتفاقيات الدولية وتلافي الفراغ التشريعي وحل المشاكل المرتبطة بشروط النظافة وحفظ الصحة والاكتظاظ وتوفير الرعاية الشاملة للفئات الهشة ومراعاة احتياجات الفئات الهشة في برامج واستراتيجيات الأماكن السالبة للحرية ومراعاة مبدأ المساواة وعدم التمييز وإعمال مبدأ تكافؤ الفرص بين مختلف التونسيين داخل وخارج الأماكن السالبة للحرية

Sources	Articles
 Business News 28-09-2020 <a href="http://businessnews">businessnews</a>	<b>Kaïs Saïed ne dit pas la vérité quand il parle de la grâce de l'assassin de Rahma</b>  Le discours du président de la République, Kaïs Saïed prononcé en marge de la réunion du conseil de sécurité hier lundi 28 septembre 2020 a suscité une vive polémique lorsqu'il s'est prononcé en faveur de la peine de mort. Ce débat a été relancé à la suite du viol et de l'assassinat de la jeune fille Rahma. A ce propos, le chef de l'Etat s'est montré ferme assurant croire que le tueur serait un récidiviste, ayant, déjà été gracié pour un autre crime. Vérification faite par BN Check, ce mardi 29 septembre 2020, les propos du président de la République manquent de précisions pour ne pas dire qu'ils sont erronés. Une source judiciaire autorisée a assuré, dans une déclaration à BN Check que le meurtrier était impliqué dans un crime auparavant, mais qu'il avait bénéficié d'un non-lieu pour l'absence de responsabilité pénale. Il n'a donc pas été gracié. Le président de la République n'est pas à sa première imprécision. Il avait indiqué lors de son audience avec, le chef du gouvernement, Hichem Mechichi que les conseillers qu'il comptait désigner étaient poursuivis en justice, ce qui n'était pas réellement le cas. D'ailleurs, lors de la même réunion du conseil de sécurité, Kaïs Saïed a avoué, brièvement, ses imprécisions, en affirmant que la société n'attendra pas le verdict de la justice pour ceux qui ont été condamnés par l'Histoire.
	<b>مقالات باللغة العربية</b>
 28-09-2020 <a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a>	<b>غار الدماء: شاب 17 سنة في قبض الامن من أجل مسك استهلاك المخدرات</b>  بأحد أحياء مدينة غار الدماء تمكن اعوان فرقة الشرطة العدلية بغار الدماء و بعد نصب كمين محكم و استشارة النيابة العمومية للمحكمة الابتدائية بجندوبة من القبض على كهل يبلغ من العمر 40 سنة و شاب يبلغ من العمر 17 سنة بتهمة مسك و استهلاك و ترويج المخدرات . و تعلقت بالكله الموقوف ثلاثة مناشير تفنيش من أجل مسك و ترويج المخدرات في حين تم حجز كمية من "الزطلة" لدى الشاب الذي كان بصدد استهلاكها و قد وجهت له تهمة مسك و استهلاك المخدرات . هذا و سيتم فور الانتهاء من التحقيقات عرضهما على أنظار القضاء من أجل ما نسب إليهما .

Le 27-09-2020


<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p> Business News</p> <p>27-09-2020</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Fayçal Tebbini : Bochra Belhaj Hmida est une marginale et je n'ai pas écrit ce statut !</b></p> <p>Le député Fayçal Tebbini a affirmé, dans une vidéo postée ce lundi 28 septembre 2020, sur les réseaux sociaux qu'il n'a pas écrit le statut Facebook où il disait que l'ancienne députée Bochra Belhaj Hmida est contre la peine de mort pour les violeurs « car elle ne risque pas d'être elle-même violée ». Fayçal Tebbini a précisé qu'une autre personne possède un accès à son compte officiel et qu'il a demandé à cette personne de poster quelque chose dans ce sens mais pas en ces termes. « Oui, je lui ai expliqué, que comme Bochra Belhaj Hmida défend les voleurs des agriculteurs, comme elle a défendu des positions qui sont marginales, comme ceux qui les défendent, et contraires aux préceptes de la religion, elle se positionne aujourd'hui pour l'abolition de la peine de mort car elle n'est pas du tout concernée par le viol », a expliqué le député. Il a souligné qu'il a dû rectifier le statut posté sur sa page officielle quand il s'est rendu compte qu'il n'avait pas repris ses propres mots avant de décider de le supprimer. Suite à la polémique suscitée à la suite du viol et de l'assassinat d'une jeune fille à Aïn Zaghouan, Fayçal Tebbini, ou l'autre personne dont il parle, a écrit le statut suivant sur les réseaux sociaux : « Alors que les gens sont effondrés, elle dit non à la peine de mort. Parce qu'elle n'est pas agricultrice et qu'elle ne risque pas d'être volée, Bochra Belhaj Hamida a indiqué, dans le cadre de la loi de protection des agriculteurs, que celui qui vole un agriculteur, doit travailler pour lui. Aujourd'hui, elle refuse la peine de mort dans le cadre des crimes de viol parce qu'elle est certaine qu'elle ne risque pas d'être violée. Personne ne la regarde déjà comme une femme pour avoir envie de la violer ». Ce statut a été modifié plusieurs fois par le député qui a finalement publié une version "adoucie" de sa première publication. Le débat sur l'abolition de la peine de mort a été lancé ce week-end car plusieurs personnes avaient appelé à l'exécution de l'assassin de la jeune fille « Rahma ». Le tueur avait assassiné la jeune fille après l'avoir violée. Toutefois, de nombreux citoyens et défenseurs des droits de l'Homme ont exprimé leur refus pour la peine de mort, réitérant leur appel pour l'abolition de cette peine. Pour répondre à fayçal Tebbini, Bochra Belhaj Hmida a écrit sur Twitter : « Le statut de Tebbini n'est pas une atteinte à ma personne mais à toutes les femmes victimes de violences sexuelles qui ne sont ni belles ni jeunes ».</p>
	<b>مقالات باللغة العربية</b>
<p></p> <p>25-09-2020</p>	<p><b>الحرس الوطني ينقذ 32 شخصا ويلقي القبض على 61 آخرين في عمليات هجرة غير نظامية</b></p> <p>تمكنت وحدات الحرس البحري بكامل تراب الجمهورية، في الليلة الفاصلة بين يومي 20 و 21 سبتمبر 2020، من إنقاذ 32 مجتازا للحدود البحرية بطريقة غير نظامية بعد أن تعرضت مراكبهم للغرق وهم بصدد الإبحار في اتجاه الفضاء الأوروبي</p>

وفق بلاغ أصدره الناطق باسم الحرس الوطني حسام الجبابلي. كما تم، وفق ذات المصدر، ضبط 61 مجتازا من بينهم 45 تونسيا أصيلى ولايات تونس وجربة والمهدية ونابل والمنستير ومنوبة و16 شخصا آخرين من جنسيات إفريقية مختلفة، كما تم حجز 4 مراكب بحرية و4 سترات نجاة وجهازي هاتف جوال وجهاز تحديد مواقع وكمية من المحروقات. وأضاف أنه باستشارة النيابة العمومية تم الإذن باتخاذ ما يتعين في شأنهم.

**Le 26-09-2020**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p> Business News</p> <p>26-09-2020</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Peine de mort - Chokri Latif dénonce une instrumentalisation politique</b></p> <p>Le président de la Coalition tunisienne contre la peine de mort (CTCPM), Chokri Latif, a été l'invité de Boubaker Ben Akacha, dans Midi Show du lundi 28 septembre 2020 sur Mosaïque FM. Il est revenu sur les appels à la réactivation de la peine capitale en Tunisie. Notant que tant que l'État ne jouait pas son rôle dans la lutte contre le crime en travaillant, notamment, sur les causes, il a soutenu que la peine de mort ne résoudrait pas la prolifération du crime. ” En Arabie Saoudite où la peine de mort est appliquée (selon la chariaa islamique) les crimes n'ont pas disparu. Cette sanction n'est pas dissuasive. Le taux de criminalité est toujours en hausse. De même aux États-Unis. Au Texas par exemple la peine de mort est appliquée et pourtant le taux de criminalité est bien plus important que celui des états qui n'appliquent pas cette sanction, car l'État ne lutte pas contre la prolifération des armes et de la drogue, entre autres”, a-t-il expliqué ajoutant que la peine de mort est ”discriminatoire” car souvent appliquée aux criminels issus des ”classes défavorisées”.</p> <p>”Une étude que nous avons réalisée en 2012 a démontré que la majorité des personnes condamnées à la peine de mort est issue des classes pauvres, certains sont chômeurs ou des paysans démunis. Pire ils sont originaires des régions défavorisées et marginalisées. Le même constat est réapparu dans une autre étude réalisée en 2019”, a-t-il avancé.</p> <p>Évoquant des cas de personnes condamnées à tort à la peine de mort, il a rappelé le caractère irréversible de cette sanction et les conséquences que cela pourrait avoir.</p> <p>Interpellé sur les alternatives que la CTCPM propose, il a indiqué que les individus ”asociaux” devraient, à titre d'exemple, être privés de liberté. ”Ceux qui souffrent de pulsions criminelles devraient être poursuivis pour ensuite être placés dans un hôpital psychiatrique ou en prison sans avoir la possibilité d'en sortir”, a-t-il déclaré. Il a dénoncé par ailleurs une instrumentalisation politique de l'affaire précisant que certaines parties s'opposaient au principe d'un État civil et les droits de l'homme. ”Ils veulent réinstaurer la chariaa et les houdoud”, a-t-il estimé.</p>
	<p>مقالات باللغة العربية</p>





24-09-2020


[shemsfm](http://shemsfm)

إيقاف 19 عنصرا مورطا في قضايا ذات صبغة إرهابية والكشف عن 73 عنصرا غير معروفين أمنيا

تمكنت مصالح وفرق التوقي من الإرهاب مركزيا وجهويا بإدارة مكافحة الإرهاب للحرس الوطني، يومي 11 و20 سبتمبر 2020، من الكشف على 73 عنصرا غير معروفين أمنيا وإلقاء القبض على 44 نفرا مقتش عنهم (بينهم 19 عنصرا مورطين في قضايا ذات صبغة ارهابية). وفي إطار تصدي وحدات الحرس الوطني بمختلف ولايات الجمهورية للعناصر التكفيرية والسعي للتوقي من الجرائم الإرهابية ومتابعة عناصرها، تم الكشف عن 5 خلايا موزعة على كل من بنزرت وبن عروس وسيدي بوزيد وسوسة وباجة

Le 25-09-2020

<http://adlitn.org/fr>


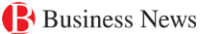
Sources	Articles
 Business News 25-09-2020 <a href="http://businessnews">businessnews</a>	<p><b>CTCPM - L'abolition de la peine de mort, c'est défendre le droit à la vie</b></p> <p>La Coalition tunisienne contre la peine de mort (CTCPM) s'est indignée contre la campagne de diffamation visant les défenseurs des droits humains, déclenchée après le meurtre de la jeune Rahma. Appelant à révéler la réalité du crime, la Coalition a rappelé à l'Etat qu'il doit assurer la sécurité des citoyens et les protéger contre toutes les formes de violences. "Il ne faut pas faire porter la responsabilité de la défaillance de l'Etat face à la recrudescence du crime aux militants de droits humains", pointe la CTCPM. La peine de mort n'est pas la solution, assure la CTCPM, il est plutôt recommandé de traiter la question de la violence en tenant compte de ses aspects politiques, sociaux, économiques, culturels et psychologiques. "Le refus du meurtre doit être appliqué aux citoyens et à l'Etat car même en protestant contre le meurtre, il n'est pas légitime de donner à l'Etat le droit d'assassiner les citoyens au nom de la loi et céder alors à la violence et à la répression". La peine de mort n'est qu' « une vengeance cruelle » et « un châtement sélectif » visant les pauvres et les minorités, selon l'organisation nationale, cette pratique a été fréquemment utilisée pour réprimer les résistants. « Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, le phénomène de criminalité n'a cessé d'augmenter. Par contre le taux de criminalité est en régression chez les pays ayant aboli cette sanction », a donc cité l'organisation comme argument. Les appels à rétablir la peine de mort font partie d'un projet politique extrémiste hostile aux droits humains, estime la CTCPM ajoutant que ces discours sont aussi contraires à la civilité de l'Etat et la souveraineté de la loi.</p>
	مقالات باللغة العربية
	<p><b>تنفيذ بطاقة الإيداع بالسجن في حق مالك قناة "تونسنا"</b></p> <p>أعلنت وزارة الداخلية في بلاغ لها اليوم تنفيذ بطاقة الإيداع بالسجن الصادرة عن الجهة القضائية المختصة في شأن صاحب السيارة الخاصة المشاركة في حادث المرور الذي جد بتاريخ 19 جويلية 2020 أسفر عن مقتل 6 أشخاص في إشارة الى صاحب قناة "تونسنا" عبد الحميد عبد الله. وازافت الداخلية وأنه تبعا لصدور بطاقة إيداع عن الجهة القضائية المختصة في شأن صاحب السيارة الخاصة، تولت الوحدات الأمنية بمرجع نظر المصحة التي يقيم بها المعني، وبإذن من النيابة العمومية، تنفيذ هذه البطاقة ووضعه على ذمة الهيكل القضائي الصادرة عنه. هذا وأكدت حرصها على تطبيق القانون على جميع</p>

25-09-2020

[shemsfm](http://shemsfm)

Le 18-09-2020

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 <p>18-09-2020</p> <p>I.N</p> <p><a href="#">Réalités</a></p>	<p><b>Près de 45% de la population active travaille dans l'informel</b></p> <p>Les dernières statistiques publiées ce vendredi 18 septembre 2020 par l'Institut national de la statistique (INS) sont sidérantes et prouvent à quel point notre économie est gangrenée par le secteur informel et à quel point notre système fiscal est inéquitable, tout le poids étant porté par le contribuable honnête. En effet et selon les indicateurs publiés, élaborés à partir qu'enquêtes réalisées au cours des 2ème, 3ème et 4ème trimestres 2019, 44,8% de la population active soit 1.598.500 personnes travaillent dans le circuit informel, dans le sens où leur employeur n'a pas d'identifiant fiscal et n'a pas de comptabilité régulière déposée auprès du fisc annuellement. Hors du secteur de l'agriculture et de la pêche, 1.178.500 travailleurs sont concernés, soit 38,3% du total des actifs. Ce qui est un chiffre assez conséquent. Le même rapport établit que ceux qui travaillent dans l'informel sont plutôt des hommes que des femmes. Selon les chiffres présentés du 4ème trimestre 2019, 81,2% d'hommes (1.297.600 personnes) contre seulement 18,8 de femmes (301.100 personnes) œuvrent dans le circuit non-officiel. Selon les secteurs d'activités, celui de l'agriculture et de la pêche arrive en première position avec 85,6% de travailleurs œuvrant dans le secteur informel, suivi par celui de la construction et des travaux publics avec un taux de 69,2% et enfin celui du commerce avec 64,7%. Ces trois secteurs emploient les 2/3 de travailleurs dans l'informel. Selon la situation professionnelle de ces travailleurs, 810.800 sont des salariés et 680.300 travaillent pour leur propre compte. Qu'ils soient employés ou entreprises, ces travailleurs privent ainsi l'Etat de ressources importantes pour la clôture du budget et pour assurer le développement du pays, notamment en ce qui concerne la santé, l'éducation, le transport et l'infrastructure.</p>
 <p>18-09-2020</p> <p>N.J.</p> <p><a href="#">businessnews</a></p>	<p><b>Le journaliste algérien Khaled Drareni condamné à deux ans de prison en appel</b></p> <p>Le journaliste algérien, Khaled Drareni, a été condamné en appel, à deux ans de prison ferme, a annoncé TV5Monde, mardi 15 septembre 2020. Le journaliste s'est vu sa peine réduite d'un an après une condamnation de trois ans de prison ferme en première instance le 10 août 2020. Le directeur du site d'information en ligne Casbah Tribune et également, correspondant de la chaîne TV5Monde en Algérie et de Reporters sans frontières, le journaliste a été placé en détention provisoire en mars dernier pour "incitation à attroupement non armé et atteinte à l'unité nationale", et ce après avoir couvert le "Hirak", une contestation sociale suspendue à cause de la pandémie, Covid-19.</p>

18-09-2020

[businessnews](http://businessnews)

لطفى زيتون: لم يعد هناك معنى للتكثيف بابناء بن علي ومنعهم من العودة الى بلدهم

في ذكرى وفاة الرئيس السابق زين العابدين بن علي وجه القيادي في حركة النهضة نداء الى رئيس الجمهورية و رئيس الحكومة من اجل اصدار العفو الرئاسي و منح الوثائق الرسمية وضمان حرية تنقل عائلته قائلا: "حان الوقت ان نغلق هذا الملف وان ترتقي بلادنا الى مصاف الدول المتحضرة التي يحكمها القانون والقانون فقط " ، لطفى زيتون الذي أشار في تدوينة نشرها على صفحته بالفيسبوك اليوم السبت 19 سبتمبر 2020 الى ما عاناه رفقة عائلته من تهديد و تكثيف تحت نظام بن علي اكد انه لم يقدم ملفا الى هيئة الحقيقة و الكرامة عملا بوصية والده: " منذ هروب بن علي وعودتي الى البلاد التزمت ان لا اهاجمه وان اطوي صفحة الماضي باعتبار ان لا بطولة في ذلك ولا فائدة وقد صرفت اكثر من عشرين في معارضته ما جعله يضعني من ضمن العشرة معارضين الاخطر على قوائم البوليس الدولي وعملا بوصية الوالد لم اقم حتى بتقديم ملف في مسار العدالة الانتقالية رغم الحاح مسؤولي هيئة الحقيقة والكرامة " .

ودعا في تندو ينته الى السماح بعودة ابنائه تحت كنف القانون مشيرا الى انه: " لم يعد هناك معنى للتكثيف بابناء الرئيس الاسبق ومنعهم من العودة الى بلدهم ولا باصهاره " مؤكدا على ضرورة توفير محاكمة عادلة لم تعلق بهم قضايا

اما بالنسبة لمن سينتقد دعوته لم يتردد القيادي في حركة النهضة كتابة رد واضح الى صنفين من المنتقدين: "

الصنف الاول الذين تعرضوا للتكثيف والتعذيب في عهد بن علي ،، يقول ربنا سبحانه وتعالى : ( ولا تزر وازرة وزر اخرى) وكأس الثار والانتقام لا يشرب حتى الثمالة لانها سامة وتقتل روح من يشربها والانتصار الحقيقي هو ان تكون في مرتبة أخلاقية أعلى من عدوك ..

الصنف الثاني : الذين كانوا "راكشين" في عهد بن علي ومستفيدين منه وافتقدناهم طويلا عندما كانت معارضته بطولة وتحيرت لديهم نعمة الثورية الان نقول لهم : اللي اختشوا ماتوا .

**Le 17-09-2020**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
Business News 17-08-2020 I.M <a href="http://Business news">Business news</a>	<p><b>Le ministère des Affaires religieuses appelle au respect du protocole sanitaire dans les mosquées</b></p> <p>Le ministère des Affaires religieuses a appelé ceux qui font la prière dans les mosquées à respecter le protocole sanitaire mis en place. Le ministère précise, ainsi, dans un communiqué publié que des cas de contamination au Covid-19 ont été recensés au sein des cadres de mosquées, obligeant à suspendre la prière dans certaines mosquées afin de les désinfecter. Et vu que le ministère veut préserver les lieux de cultes ouverts et vu la difficulté de remplacer les cadres en place en cas de contamination, il recommande le suivi minutieux des règles mises en place, notamment : effectuer les ablutions à domicile, se munir de son propre tapis de prière, porter un masque, respecter la distanciation physique, et éviter de serrer les mains, tout</p>

en veillant à les désinfecter périodiquement.



17-09-2020

[Réalités](#)

## Covid-19 - Marchés, mariages et rassemblements interdits à Sidi Bouzid

Suite à la multiplication des cas de Covid-19 dans le gouvernorat de Sidi Bouzid et en particulier dans la délégation de Sidi Bouzid Ouest, le gouverneur de la région et président de la commission régionale de lutte contre les catastrophes a pris, après consultation des membres de la commission, un ensemble de décisions pour lutter contre la propagation de la pandémie dans la région.

Il a été ainsi décidé de :

- Suspendre le marché hebdomadaire de la municipalité de Sidi Bouzid, jusqu'à nouvel ordre
- Retirer les chaises et les tables des cafés et restaurants de la ville de Sidi Bouzid
- Suspendre la prière dU vendredi dans la mosquée Errahman ce vendredi 18 septembre 2020
- Interdire les rassemblements au sein de la ville de Sidi Bouzid (mariages, manifestations culturelles ou sportives, ...). Le 17 septembre 2020, le gouvernorat de Sidi Bouzid a enregistré 18 cas de Covid-19 dont 16 dans la délégation de Sidi Bouzid. Au niveau national, 470 nouveaux cas d'infection ont été annoncés le même jour, portant le nombre total de contaminés à 8.570 cas.

### مقالات باللغة العربية

Business News

17-09-2020

[businessnews](#)

## قانون زجر الاعتداء على الأمنيين مكتب مجلس النواب يكذب بيان الدستوري الحر

في بيان أعلنت كتلة الدستوري الحر أنها تقدمت بمراسلة لمكتب مجلس النواب لتحديد تاريخ لجلسة مناقشة قانون زجر الاعتداءات، ووصلهم الرد بتحديد تاريخ الجلسة يوم 7 أكتوبر 2020. اثر صدور هذا البيان، تفاجئ مكتب مجلس نواب الشعب واعتبر هذا الاعلان مغالطة. أكد المكتب في بيان له أن كتلة الدستوري الحر زعمت كذبا حول فرض تحديد جلسة عامة للتصويت على مشروع قانون زجر الاعتداء على القوات المسلحة وعدم إدراجه في جدول أعماله، والحال أن مشروع القانون المذكور مبرمج مسبقا في جدول أعمال المكتب وقد تمت مراسلة أعضاء المكتب بذلك. وأكد المكتب أن الدستوري الحر ليس جهة المبادرة وأن تمت المصادقة بالإجماع على برمجة عرض المشروع المذكور على الجلسة العامة المقررة ايام 6 و 7 و 8 أكتوبر 2020. كما نفا مكتب مجلس نواب الشعب في بيانه مراسلة من كتلة الحزب الدستوري الحر بخصوص مشروع القانون المذكور.



17-09-2020

[alchourouk](#)

## التحقيق في إعتداء على أجنبي في سوسة

أدان المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية بشدة الاعتداء العنصري الذي كان ضحيته عمال من جنسيات إفريقية في ولاية سوسة، داعيا لمحاسبة مرتكبيه.

وندد المنتدى، في بلاغ له، بالأحد، بتكرار مثل هذه الاعتداءات والانتهاكات المختلفة في غياب ارادة سياسية لحماية المهاجرين وخاصة الوضعيات الأكثر هشاشة عبر تفعيل بعض القوانين (قانون مكافحة التمييز العنصري وقانون مكافحة الاتجار بالبشر...) وتحيين بعضها وإطلاق عملية واسعة لتسوية وضعية المهاجرين غير النظاميين في تونس.

وتداول نشطاء على موقع التواصل الاجتماعي فيسبوك، فيديو يظهر مناوشات بين مؤجر تونسي وعمال أفارقة يطالبون

وقد أكد هيثم بوبكر الناطق الرسمي باسم المحكمة الابتدائية سوسة 2 لإذاعة موزاييك صحة الفيديو المتداول وبناء عليه سيتم فتح بحث في الموضوع وفق قوله.

وأضاف بوبكر بأن الوحدات الامنية توجهت الى منزل المعتدي لسماعه وجاري التحري لمعرفة هوية المتضرر ومرافقه، علما وانه لم يتقدم الاخير بشكاية في الغرض.

وحسب ما يتم تداوله من أنباء على وسائل التواصل الاجتماعي، فإن الشاب تعرّض للإعتداء بالعنف من قبل شخص، قيل إنّه مؤجّره، بعد مطالبته بـخلاص أجره. وقد قام أحد مرافقي الشاب بتصوير الحادثة ونشرها على فيسبوك، في انتظار ما ستكشف عنه التحقيقات.

### ملف العملية الإرهابية بمفترق أكودة القنطاوي: ارتفاع عدد الإيقافات إلى 9 من بينهم إمام جامع

**المغرب**  
17-09-2020

17-09-2020

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

أذنت النيابة العمومية بالقطب القضائي لمكافحة الإرهاب بالاحتفاظ بشخصين آخرين على ذمة الأبحاث في ملف العملية الإرهابية التي جرت صباح الأحد الفارط بمفترق أكودة القنطاوي من ولاية سوسة ليصل عدد الإيقافات إلى 9. قال الناطق الرسمي باسم القطب القضائي لمكافحة الإرهاب سفيان السليطي ان النيابة العمومية بالقطب القضائي لمكافحة الإرهاب قد أذنت في ساعة متأخرة من الليلة الفاصلة بين الثلاثاء والأربعاء بالاحتفاظ بشخصين للاشتباه بتورطهما في العملية الإرهابية الغادرة التي جرت صباح الأحد الفارط الموافق لـ6 سبتمبر الجاري بمفترق أكودة القنطاوي من ولاية سوسة والتي أسفرت عن استشهاد الوكيل بسلك الحرس الوطني سامي المرابط وإصابة الوكيل رامي الإمام.

ووفق مصدرنا فان الشخصين اللذين تم الاحتفاظ بهما احدهما صديق احد منفذي العملية الإرهابية ويشتهر في انه كان على علم مسبق بالعملية الإرهابية.

أما العنصر الثاني فهو إمام الجامع الذي كان يقصده العنصران الإرهابيان الشقيقان لأداء الصلاة، ووفق ما أكده السليطي لـ«المغرب»، فان المظنون فيه يشتهر في انه كان يقوم بعملية رصد للدورية التي تم استهدافها من قبل العناصر الإرهابية، ليرتفع عدد الأشخاص المحتفظ بهم على ذمة قضية الحال إلى 9 مشتبه بهم.

وكانت النيابة العمومية بالقطب القضائي لمكافحة الإرهاب قد أذنت منذ الأحد الفارط بالاحتفاظ بـ7 أشخاص على ذمة الأبحاث التي باشرت الوحدة المختصة للحرس الوطني بالعوينة و هم كلّ من زوجة أحد منفذي العملية وشقيقي عنصر آخر شارك في العملية و3 عناصر إستقطاب وطرف آخر مصنّف كان على اتصال بهم يشتهر في تورطهم في العملية الإرهابية التي كان مسرحها مفترق أكودة القنطاوي.

ووفق ما أكده الناطق الرسمي باسم القطب القضائي لمكافحة الإرهاب سفيان السليطي، فان الأبحاث ما زالت متواصلة في ملف الحال، مشيرا إلى ان إمكانية ارتفاع عدد المحتفظ بهم واردة جدا.



ملف الحال تعود أطواره إلى صباح الأحد الفارط الموافق لـ6 سبتمبر الجاري، حيث أقدمت 3 عناصر إرهابية، (شقيقين الأول مولود في 9 أوت 1995 وهو عامل بورشة نجارة والثاني مولود في 23 جانفي سنة 2001 وهو متربّص بالتكوين المهني أصيلي منطقة أكودة من ولاية سوسة، أما العنصر الثالث فهو من مواليد 29 أبريل 1990 وأصيل مكثّر من ولاية سليانة وقاطن بمنطقة أكودة)، على دهس الوكيلين بالحرس الوطني رامي الإمام وسامي المرابط بواسطة سيارة وذلك بمفترق أكودة بولاية سوسة ، ثم قاموا بطعنهما بأماكن مختلفة من جسديهما واستولوا على سلاحيهما ثم لاذوا بالفرار.

وقد أسفرت العملية المذكورة عن استشهاد الوكيل سامي المرابط وإصابة الوكيل رامي الإمام، الذي ما يزال الي حد كتابة الأسطر بصدد تلقي العلاج في المستشفى الجامعي سهلول سوسة.

وتجدر الإشارة في هذا الإطار الى أنّه قد تم الاحتفاظ بعدد من الأشخاص اللذين تعمدوا تمجيد العملية الارهابية المذكورة

Le 16-09-2020

<http://adlitn.org/fr>



Sources	Articles
 Business News 16-09-2020 <a href="http://businessnews">businessnews</a>	<p><b>FTDJ : Le gouvernement Fakhfakh a voulu punir les médias !</b></p> <p>La Fédération tunisienne des directeurs de journaux (FTDJ) a appris que la présidence du gouvernement sortant a informé certains patrons de journaux papier que le nombre d'exemplaires acquis au titre du quatrième trimestre de l'année 2020 sera réduit. La FTDJ a souligné, dans un communiqué publié ce jeudi 17 septembre 2020, que cette décision vient contredire l'annonce du 6 mai à l'origine du décret n°30 de 2020 et notamment l'article 8 dudit décret relatif à l'octroi d'aides circonstancielles au profit des médias du secteur privé suite à la crise causée par le Covid-19. « Le gouvernement sortant [d'Elyes Fakhfakh] n'a pas rempli les engagements qu'il avait annoncés, mais a plutôt aggravé la situation en réduisant le nombre d'abonnements en plus de s'abstenir de publier l'arrêté d'exécution du décret d'aide précité en guise de punition pour le secteur des médias pour son refus de justifier la corruption et les conflits d'intérêts. Il est important que l'opinion publique sache que nous n'avons pas échangé la liberté de la presse contre ces aides et nous n'avons pas hypothéqué la ligne éditoriale d'aucune institution étant donné que les montants alloués pour les mesures susmentionnées ne sont pas nouveaux, ils sont, en effet, inclus dans le budget de l'État pour l'année 2020 et le gouvernement les a toutes refusés » a expliqué la Fédération, qui a exprimé son indignation envers de telles pratiques.</p>
	مقالات باللغة العربية
 16-09-2020 <a href="http://mosaïquefm">mosaïquefm</a>	<p><b>وزارة الشؤون الدينية تدعو الى التقيد بالاجراءات الوقائية لتفادي الإصابة بفيروس كورونا</b></p> <p>دعت وزارة الشؤون الدينية في بيان نشرته صباح اليوم الجمعة 18 سبتمبر 2020 عموم المصلين الى الالتزام بالإجراءات الوقائية التي اقرتها الوزارة لتفادي خطر الإصابة بفيروس كورونا و اكدت في بيانها الصحفي على ضرورة التقيد بهذه الإجراءات على غرار : الحرص على الوضوء بالبيت، إحضار السجادة الخاصة، ارتداء الكمادات الواقية، التباعد أثناء الصلاة، تجنّب المصافحة والمداومة على تعقيم الأيدي . و جاء في بيان وزارة الصحة : " تبعا لتطوّر الوضع الوبائي في البلاد، وتسجيل حالات إصابة بفيروس كورونا المستجدّ "كوفيد 19" خلال الیومین الأخيرین في صفوف عدد من الإطارات المسجدية مما نجم عنه تعليق وقتي للصلاة ببعض الجوامع والمساجد قصد تعقيمها وتنظيفها، وحرصا على المحافظة على بيوت الله مفتوحة لأداء رسالتها على الوجه الأكمل، وتجنّبا لتعليق الصلاة بها اعتبارا لصعوبة تعويض إطاراتها المسجدية فإنّ وزارة الشؤون الدينية تدعو مُجدّدا عموم المصلّين إلى الحرص على الالتزام بمقتضيات دليل شروط حفظ الصحّة للتوقّي من الإصابة بفيروس "كوفيد 19" .</p>

للتذكير نشرت وزارة الصحة مساء يوم الخميس 17 سبتمبر 2020 نشرتها اليومية الخاصة بالوضع الوبائي في تونس أعلنت فيه أنه بتاريخ 15 سبتمبر الجاري: " تم تسجيل 470 حالة إصابة جديدة، ليبلغ العدد الجملي للحالات 8570. وأكدت في نشرتها اليومية أنه منذ فتح الحدود في 27 جوان 2020، تم تسجيل 7369 حالة مؤكدة حاملة لفيروس الكورونا الجديد منها 610 حالة وافدة و6663 حالة محلية (90,4%) و83 حالة وفاة (1%).

كما يقع التكفل حاليا بـ 144 (2,3) مريض في المستشفيات من بينهم 47 (0,77%) مرضى بأقسام العناية المركزة و13 تحت جهاز التنفس الاصطناعي، وبلغ عدد الحالات النشيطة 6095 (82%) وعدد المرضى الحاملين للأعراض 768 (10,42%).

**Le 15-09-2020**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 Business News 15-09-2020 <a href="http://businessnews">businessnews</a>	<p><b>Non, Jihed Kalboussi n'a pas été limogée à cause de son voile</b></p> <p>L'attachée de presse du ministère de l'Agriculture, Jihed Kalboussi, a accusé, le 15 septembre 2020 dans une publication sur Facebook, la ministre Akissa Bahri de l'avoir démis de ses fonctions à cause de son voile et éventuelle appartenance au parti Ennahdha. En se référant au JORT, Jihed Kalboussi a été nommée chargée de mission au cabinet du ministre de l'Agriculture le 15 avril 2020. En réaction, plusieurs journalistes tunisiens ont publiés des messages de soutien à leur collègue sur les réseaux sociaux. Une source auprès du ministère de l'Agriculture a démenti ces accusations, dans une décalartion accordée à BN Check. Elle a assuré que la journaliste avait été démise de ses fonctions suivant les procédures habituelles précisant que la ministre avait souhaité démarrer son mandat avec sa propre équipe en raison des conflits qui l'opposaient à Mme Kalboussi alors qu'elle était encore secrétaire d'Etat. Elle a précisé, dans ce sens, que Jihed Kalboussi avait toujours refusé de couvrir les activités de Akissa Bahri avant sa nomination au portefeuille de l'Agriculture. Qualifiant les accusations de la journaliste d'allégations mensongères, notre source a ajouté que ces propos diffamatoires à l'encontre de la ministre intervenaient en pleine campagne syndicale. Elle a noté, par ailleurs, que plusieurs cadres du ministère portaient le voile et que cela n'avait jamais été considéré comme étant problématique.</p>
	مقالات باللغة العربية
 15-09-2020 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a>	<p><b>سيدي بوزيد- منع الأعراس والتظاهرات وقرارات جديدة لمجابهة كورونا</b></p> <p>مع تفاقم الوضع الوبائي بالجهة وتسجيل 18 حالة اصابة جديدة بولاية سيدي بوزيد، قرر والي سيدي بوزيد محمد صدقي بوعون الغاء الأعراس والتظاهرات الثقافية في مدينة سيدي بوزيد وتعليق صلاة الجمعة بمسجد الرحمان. كما قرر سحب الكراسي والطاولات من المقاهي والمطاعم بالمدينة، بالاضافة الى الغاء السوق الأسبوعية. أعلنت وزارة الصحة أنه بتاريخ</p>

15 سبتمبر الجاري، أنه قد تمّ تسجيل 470 حالة إصابة جديدة، ليلعب العدد الجملي للحالات 8570. وأكدت الوزارة أنه منذ فتح الحدود في 27 جوان 2020، تمّ تسجيل 7369 حالة مؤكدة حاملة لفيروس الكورونا الجديد منها 610 حالة وافدة و6663 حالة محلية (90,4%) و83 حالة وفاة (1%).

**Le 14-09-2020**


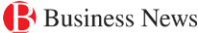
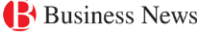
<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p> Business News</p> <p>14-09-2020</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>L'Arabie Saoudite a-t-elle vraiment autorisé les femmes à ne plus porter le voile ?</b></p> <p>L'Arabie Saoudite a autorisé aux femmes à ne plus porter le voile. C'est ce que la toile tunisienne a largement diffusé, jeudi 10 septembre, 2020 en se référant à un document signé par le directeur général de la Sécurité, le Général Khalid bin Qarar Al-Harbi. Un document qui semble dater de 2019. L'authenticité de ce document a été contestée par des médias saoudiens en septembre 2019. Ces derniers ont affirmé, alors, qu'aucune décision officielle n'avait été émise dans ce sens par le ministère de l'Intérieur. Il convient de rappeler que la question du voile avait été soulevée à plusieurs reprises en Arabie Saoudite notamment par le prince héritier, Mohammed ben Salmane ben Abdelaziz Al Saoud. Celui-ci a évoqué la liberté vestimentaire des femmes saoudienne en mars 2020 lors d'une interview accordée à la chaîne CBC, notant, que porter le hijab ou non était un choix personnel. Le prince héritier a lancé plusieurs réformes sociales en Arabie Saoudite dans le cadre du plan "Vision 2030" pour le développement mis en place par le gouvernement saoudien en 2016. Autoriser les femmes à conduire a, d'ailleurs, été l'une des décisions les plus retentissantes jamais prises dans le royaume conservateur.</p>
	<p>مقالات باللغة العربية</p>
<p></p> <p>14-09-2020</p> <p><a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>جمعية القضاة تتهم وكيلا عاما بالتدخل لصالح زهير مخلوف في قضية تحرش</b></p> <p>في ندوة صحفية نظمتها جمعية القضاة للكشف عن اشكاليات الحركة القضائية وبعض الاشكاليات الأخرى أعلن رئيس الجمعية انس الحمادي أن الوكيل العام لمحكمة الاستئناف بنابل، تدخل مباشرة في قضية التحرش للنائب زهير مخلوف وقضية رجل الأعمال الذي هرب من الحجر الصحي الاجباري. وأكد الحمادي وجود عدة خروقات منها كذلك تدخله في قضية حادث مرور ذهب ضحيته 6 قتلى. تقدمت جمعية القضاة بشكايات للمجلس الأعلى للقضاء والتفقدية بوزارة العدل مستنكرين وجود اسم الوكيل العام محل الجدل في منشور الحركة القضائية الأخيرة. لنذكر أنّ قضية النائب زهير مخلوف تتمثل في تهمة تحرش بقاصر أمام أحد المعاهد، ويتمتع النائب بالحصانة للدورة النيابية الحالية. أنكر مخلوف هذه التهمة.</p>





Le 04-09-2020

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 4-09-2020 F. K <a href="#">Réalités</a>	<b>Habib Bouajila agressé et arrêté par un policier</b> <p>Le chroniqueur Habib Bouajila a annoncé avoir été arrêté et qu'il se trouve dans un poste de police à Sfax. Selon M. Bouajila, cette arrestation survient après qu'un agent de l'ordre l'a agressé et harcelé. Dans une déclaration à Business News, il a affirmé que l'agent, après l'avoir agressé, l'a trainé au poste de police. Il assure que le chef du district l'a reçu par la suite et qu'un PV a été rédigé. Habib Bouajila déclare qu'il poursuivra son agresseur afin que les violences policières ne soient pas impunies.</p>
 3-09-2020 S.H <a href="#">businessnews</a>	<b>L'ATFD condamne les insultes de Seïf Eddine Makhoulf contre Abir Moussi</b> <p>L'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), a vivement condamné les insultes prononcées par le député Al Karama, Seif Eddine Makhoulf, à l'encontre de la présidente du PDL, Abir Moussi. L'ATFD a souligné qu'il s'agit là d'un nouvel épisode de la série de violences politiques contre les femmes, ajoutant que les attaques perpétrées par le député Makhoulf n'auraient pas continué sans que la culture de la violence politique et de la discrimination à l'égard des femmes ne soit propagée dans les différentes structures de l'État et de la société. Rappelons que la dispute a eu hier, lors de la première réunion de bureau de l'ARP consacrée à la répartition des responsabilités en ce début de session parlementaire. La vidéo publiée par Abir Moussi, illustre parfaitement les insultes de Seïf Eddine Makhoulf qui l'a traitée de tous les noms et il lui a même craché dessus, alors qu'il savait qu'elle était en train de le filmer.</p>
	مقالات باللغة العربية
 4-09-2020 <a href="#">Business news</a>	<b>العمران ... حوّل محلّ لبيع العصافير إلى وكر لترويج المخدرات</b> <p>تمكّن أعوان فرقة الشرطة العدلية بالعمران من الإطاحة بشاب حوّل محلّه التجاري المعدّ لبيع العصافير إلى وكر لترويج المخدرات. وجاء في محاضر باحث البداية أن معلومات وردت على أعوان فرقة الشرطة العدلية بالعمران مفادها أن شابا من سكان الجهة انغمس في ترويج المخدرات بين صفوف الشبان وحتى التلاميذ</p>

Le 03-09-2020

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p> Business News</p> <p>3-09-2020</p> <p>I.M</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Bochra Belhaj Hmida n'a pas fait de déclaration concernant Abir Moussi</b></p> <p>L'avocate et militante des droits de l'homme, Bochra Belhaj Hmida, fait, actuellement, l'objet d'une campagne diffamatoire lui attribuant des propos injurieux proférés contre la présidente du Parti destourien libre (PDL), Abir Moussi. Selon ses détracteurs – des sympathisants du PDL -, l'avocate aurait qualifié Abir Moussi de «fasciste » et de « dictateur » et ce pour avoir exprimé sa position en faveur de la peine de mort. Or, l'ancienne députée Bochra Belhaj Hmida n'a jamais fait de telles déclarations. En réaction à ces allégations, Bochra Belhaj Hmida a publié, dimanche 27 septembre 2020, un statut sur sa page Facebook dénonçant cette campagne. « Je tiens à vous rappeler que votre maître Ben Ali était contre la peine capitale et avait déclaré que 'jamais de sa vie il ne signerait une condamnation à la peine de mort'. Il ne l'a fait que deux fois et a lui-même suspendu son exécution en 1991 », a-t-elle écrit sur Facebook. Il convient de rappeler également que Bochra Belhaj Hmida a été attaquée, dimanche, par le député Fayçal Tebbini, en réaction à sa position contre l'application de la peine de mort dans une affaire de viol doublé d'un homicide. Une jeune femme de 29 ans a été braquée, violée, puis tuée la semaine dernière dans le quartier de Ain Zaghouan dans la banlieue nord de Tunis. Des voix se sont levé depuis appelant à l'activation de la peine capitale contre l'auteur du crime. La peine de mort demeure en vigueur en Tunisie. Son exécution a tout de même été suspendue depuis 1991. La Constitution de 2014 consacre, elle, le droit à la vie.</p>
<p> <b>RÉALITÉS</b> <small>RECONNAISSANCE RECONSTITUTION - TUNISIE</small> <i>Quintessence</i></p> <p>3-09-2020</p> <p><a href="http://Réalités">Réalités</a></p>	<p><b>Après le meurtre d'une jeune femme, des citoyens réclament l'activation de la peine de mort</b></p> <p>Plusieurs citoyens ont mené une manifestation devant le palais présidentiel de Carthage, revendiquant l'activation de la peine de mort contre l'auteur du meurtre de la jeune Rahma. La jeune femme, âgée de 29 ans, a été braquée et tuée sur la route de la Marsa-Aïn Zaghouan, hier vendredi 25 septembre 2020. Les forces de l'ordre ont très vite saisi l'affaire et l'enquête menée a permis d'arrêter le suspect. Le meurtre a ravivé le débat sur le phénomène de braquage qui ne cesse d'enfler en Tunisie, suscitant l'indignation des citoyens choqués par le meurtre de la jeune femme. Toutefois, la peine de mort constitue, selon Amnesty, une violation des droits humains particulièrement le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ce qui fait que ces appels à l'activation de la peine de mort contredisent les droits humains.</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	

3-09-2020

[Business news](#)

## قصة ... مروج السويتاكس أمام المؤسسات التربوية في قبضة الأمن

نجح مؤخرا أعوان فرقة الشرطة العدلية بقفصة في الإيقاع بأحد أكبر مروجي المخدرات بالجهة في الثلاثينات من العمر وكان يتحوز على كمية هامة من مادة السويتاكس وذلك قبالة بعض المؤسسات التعليمية لتأذن النيابة العمومية بالاحتفاظ به على ذمة التحقيق في انتظار تقديمه للقضاء.



3-09-2020

[alchourouk](#)

## في قضيته مع عربية حمادي... «الاستئناف» تؤكد براءة سليم شيبوب

نظرت امس الدائرة الجنائية بمحكمة الاستئناف بتونس في ملف قضية التحرش الجنسي المتهم فيها رجل الأعمال سليم شيبوب وقررت تأييد الحكم الابتدائي القاضي بعدم سماع الدعوى في حق شيبوب. هذا وقد حضر شيبوب بحالة إيقاف في غير هذه القضية وتمسك بالبراءة مما نسب اليه



3-09-2020

نورة الهدار

[Le maghreb](#)

## بعد استنطاق صحفيين على معنى قانون الإرهاب: نقابة الصحفيين تحذر من سياسة «الترهيب والملاحقات القضائية» لمنظورها

على خلفية سلسلة السماعات والاستنطاقات التي شملت عددا من الصحفيين لدى الفرقة المختصة في البحث في الجرائم الإرهابية عبرت النقابة الوطنية للصحفيين عن عميق استنكارها واستيائها من مثل هذه الممارسات والتي أسمتها بالعودة إلى «ترهيب وملاحقة» الصحفيين، بالإضافة إلى في الضغط عليهم ومحاولة توجيههم خلال أعمال البحث والتحقيق خاصة لدى الفرق المذكورة سلفا.

وللتذكير فقد تم في نهاية الأسبوع الماضي استنطاق عدد من الصحفيين وذلك لدى الوحدة الوطنية للأبحاث في الجرائم الإرهابية بالعوينة بصفتهم من ذوي شبهة، على غرار استنطاق الصحفي ورئيس التحرير منجي الخضراوي لدى الفرقة المذكورة على خلفية مقال نشره بجريدة «الشروق» في 2016 حول «قضية الخلية الإرهابية بالمنيهلة»، وحول مصادر معلوماته، واعتبار أن ما نشره يمكن أن يمس بالأمن القومي.

هذا وقد تم أيضا بتاريخ 28 أوت المنقضي، استنطاق الصحفية بجريدة «آخر خبر» درة الغربي لدى نفس الفرقة من قبل 3 عناصر على مدى ساعتين في قضية رفعها ضدها نقابيان أمنيان بتهمة «تشكيل وفاق للمساس بسمعتهما»، على خلفية حضورها حصة إذاعية براديو «كاب أف أم» في 2017، حيث تطرقت المعنية بالأمر إلى حملة الإيقافات التي قامت بها حكومة يوسف الشاهد. وفي هذا السياق عبرت نقابة الصحفيين التونسيين عن استنكارها لمثل هذه الممارسات خاصة وان الصحفية ووفق البيان الصادر عن النقابة لم تنطرق إلى موضوع النقابيين الأمنيين بتاتا، وإنما أشار احد الضيوف إلى أن الإيقافات ستشمل آخرين.



من جهة أخرى بيّنت نقابة الصحفيين في بيانها أن الصحفية تعرّضت إلى محاولة إقناع من قبل رئيس الفرقة الأمنية، بأن يتم بالاستماع إليها دون التحرير عليها، ودون حضور محام، ولكنها تمسكت بموقفها الراض لهذا المقترح وأصررت على ضرورة سماعها بحضور المحامين المرافقين لها وبصفة رسمية. نبقى مع التتبعات فقد أوضحت نقابة الصحفيين في البيان الصادر عنها ان عزة القربي الصحفية بجريدة «السور» سابقا تفاجأت بأنها ضمن قائمة المفتش عنهم عندما كانت موجودة في نزل لتيبين فيما بعد انها حوكت في 2014 بالسجن لمدة ستة أشهر مع خطية مالية قيمتها مائة دينار، علما وان الدائرة الصيفية الثالثة بالمحكمة الابتدائية بتونس قضت يوم 27 أوت الفارط بسقوط العقوبة بمرور الزمن في القضية المرفوعة في حق الصحفية المذكورة والتي واجهت حكما ابتدائيا بالسجن مدة 6 أشهر بتهمة نسبة أمور غير قانونية عبر الصحافة لموظف عمومي دون الإدلاء بما يثبت على معنى الفصل 128 من المجلة الجزائية، على خلفية نشرها في 2012 مقالا حول ملف فساد في عقد شراكة لإحدى الشركات العمومية مع شركة أجنبية.

وفي ختام بيانها نبهت نقابة الصحفيين إلى مؤشرات التراجع المسجلة في المعالجة القضائية للملفات المتعلقة بالعمل

الصحفي، معبرة عن عميق استغرابها مما اسمته تواتر الملاحقات القضائية، وإثارة ملفات قديمة يمكن أن تصنف في خانة الترهيب في فترة يستعد فيها الصحفيون إلى خوض مؤتمرهم من أجل اختيار ممثلهم في نقابة الصحفيين، معبرة عن دعمها ومساندتها للصحفيين المحالين خارج إطار المرسوم 115.


**Le 02-09-2020**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 Business News 2-089-2020 <a href="http://businessnews">businessnews</a>	<p><b>Le PDL dépose une proposition de loi pour amender la loi de la justice transitionnelle</b></p> <p>Le PDL a rendu public un communiqué annonçant qu'il a déposé, au bureau de l'ARP, une proposition de loi pour amender la loi sur la justice transitionnelle, afin de "mettre un terme à l'instrumentalisation orchestrée de ce dossier et à l'exclusion des compétences dans les différents domaines, outre la politique des deux poids, deux mesures". La proposition de loi prévoit, entre autre, l'adoption de l'extinction de l'action publique par la prescription et par la chose jugée, afin de mettre fin au harcèlement et à la torture psychologique des personnes concernées par ses poursuites, ainsi que l'interdiction de la réouverture des dossiers déjà clôturés par la justice. Elle envisage l'annulation des procédures de renvoi aux chambres spécialisées et l'arrêt des procès pour les dossiers renvoyés après la fin de mission de l'IVD, ainsi que l'annulation de toutes ses décisions. La proposition de loi prévoit la création d'une commission pour garantir le droit de l'Etat et des citoyens pour la vérification des sommes versées au titre des dédommagements. Elle prévoit, aussi, de permettre à l'Etat de récupérer l'argent versé aux personnes qui n'étaient pas censées en bénéficier.</p>
<b>مقالات باللغة العربية</b>	
 2-09-2020 <a href="http://mosaïquefm">mosaïquefm</a>	<p><b>سليانة: القبض على شابين حولاً وجهة شاب</b></p> <p>نجح اعوان شرطة النجدة بسليانة مساء اليوم الخميس من القبض على شابين بشبهة ارتكاب سلسلة من البراكاجات . وتفيد اطوار الواقعة ان شابا تقدم يوم امس الى اقرب مقر امني بسليانة المدينة بشكاية روى فيها تعرضه الى عملية براكاج . و ادلى بملامح المشتكى به..لم يمض وقت زمني وجيز اذ تمكن اعوان الامن من القبض على الشاب الذي افاد انه قام بالعملية صعبة صديق له ليتم ايقافه...و ايداعهما سجن الايقاف قبل ان يعترفا بسلسلة من العمليات المماثلة .</p>

**Le 01-09-2020**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 Business News	<p><b>Le PDL porte plainte contre l'Union internationale des Oulémas musulmans</b></p>

01-09-2020

[businessnews](#)

La présidente du Parti destourien libre (PDL), Abir Moussi, a annoncé son intention de saisir la justice en urgence, afin de suspendre les activités de l'Union internationale des Oulémas musulmans en Tunisie. Elle a indiqué, lors d'une conférence de presse, que le parti comptait, également, déposer une demande auprès de la Commission nationale de lutte contre le terrorisme afin de classer cet organisme, en plus des Frères musulmans, comme organisation terroriste. Abir Moussi est revenue, lors de cette conférence, sur les raisons de l'annulation de la rencontre prévue, dans l'après-midi de mardi, entre une délégation de son parti et le chef du gouvernement, Hichem Mechichi. Elle a évoqué, dans ce sens, la réception par le chef du gouvernement des membres de la coalition Al Karama, hier lundi. La présidente du PDL a, ensuite, dévoilé plusieurs éléments attestant, à son sens, de l'implication de l'Etat tunisien dans la prolifération du terrorisme en Tunisie. "Nous ne sommes pas prêts à vivre dans un pays qui ne nous protège pas", a-t-elle martelé avant de noter que la non-diffusion des résultats du rapport de la Commission tunisienne des analyses financières sur le terrorisme et son financement datant de 2017 signifiait que la lutte contre le terrorisme ne faisait pas partie des priorités de l'Etat. Elle a rappelé, dans ce même contexte, le rôle de certaines associations dans le recrutement des jeunes tunisiens pour les transformer en combattants et les envoyer dans les zones de conflits soulignant que la Tunisie demeurait le premier pourvoyeur de jihadistes de par le nombre de Tunisiens qui ont rejoint les rangs des organisations terroristes. Pointant du doigt les sources de financement douteuses de ces associations, elle a avancé que certaines avaient reçu des montants variant entre 100 000 et trois millions de dinars via des virements depuis des pays du Moyen-Orient pour financer des cellules terroristes et enrôler des jeunes. Elle a fait savoir, par ailleurs, que le ministère des Affaires religieuses avait signé plusieurs conventions avec l'Union internationale des Oulémas musulmans et plusieurs autres organisations turques afin de former les imams et prédicateurs tunisiens et ce depuis 2012. Abir Moussi a ajouté, également, que l'Université de la Zitouna avait, elle aussi, tissé des partenariats avec des organismes turcs pour former des étudiants et soutenir financièrement les cadres et intendants des mosquées. Elle a aussi mentionné les liens de certains membres d'Ennahdha, notamment Rached Ghannouchi, avec ces organismes turcs et en particulier l'Union des Oulémas musulmans et les Frères musulmans. "Jamais la Tunisie ne sera une colonie ottomane", a-t-elle conclu.

#### مقالات باللغة العربية



#### حفوز .. مسيرة للمطالبة بإعدام قاتلة هيفاء

نظمت صديقات الضحية هيفاء ضيفلاوي مسيرة سلمية منادية بإعدام القاتلة. وانطلقت المسيرة التي شارك فيها أهالي المنطقة وأفراد عائلتها، من أمام منزل الفقيدة الى محلّ الخياطة لتستقرّ أمام مقر إقليم الشرطة بالجهة. وطالب أهالي حفوز وجميع أفراد عائلة القتيلة بالقصاص من الجانية التي لم ترحم صديقتها



25-09-2020

[shemsfm](#)

Sources	Articles
 Business News 31-08-2020 <a href="http://businessnews">businessnews</a>	<b>L'agression de Ahmed Mouha n'est pas politique</b> <p>Les premiers éléments de l'enquête de police menée contre les agresseurs du député d'El Karama Ahmed Mouha ont conclu qu'il ne s'agit pas d'une affaire politique et encore moins d'un acte terroriste comme l'ont qualifiée les membres du parti. D'après le ministère de l'Intérieur, il s'agit de deux délinquants en état d'ivresse. Les deux hommes ont surveillé, dans un premier temps, la porte d'une boîte de nuit dans l'espoir de braquer l'un de ses clients. N'ayant pas pu atteindre leur objectif, ils ont changé d'endroit en se dirigeant vers la vieille ville de Bizerte. C'est en y allant qu'ils ont croisé le chemin de Ahmed Mouha. Ils ont assuré tous les deux qu'ils ne connaissaient pas son identité. Ils l'ont frappé avec un couteau à la tête, mais vu la profondeur de la blessure, le sang et les cris de la victime, ils ont pris la poudre d'escampette sans le voler. Les différents membres d'El Karama crient au scandale par rapport au scepticisme observé par rapport à cette affaire par les médias et les politiques. Pour eux, il s'agit d'une agression politique et terroriste qui exige que l'on organise des plateaux télé spécialement pour le sujet. Le Parlement s'est lui aussi exprimé sur cette agression. Dans un communiqué publié hier, le bureau de l'ARP a estimé qu'une telle agression peut être considérée comme une tentative d'assassinat politique, ajoutant qu'il s'agit d'une atteinte à l'Etat et à tout le processus démocratique.</p>
	<b>مقالات باللغة العربية</b>
 31-08-2020 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a>	<b>بمشاركة منات الاعوان.. حملة أمنية واسعة في تونس الكبرى</b> <p>أكد مصدر أمني أن كافة الوحدات والفرق الأمنية بجميع اختصاصاتها التابعة لأقاليم تونس الكبرى انطلقت منذ قليل في القيام بحملة أمنية واسعة تشمل كامل مداخل العاصمة و النقاط " السوداء " وجميع محطات النقل والأحياء الشعبية المتاخمة للعاصمة وكامل انهج المدينة العتيقة ووسط العاصمة تحت إشراف مباشر من كبار المديرين العاملين بوزارة الداخلية وذلك بهدف التصدي لمظاهر الجريمة. وتتواصل هذه الحملة الضخمة التي يشارك فيها منات الاعوان والاطارات الى الساعات الأولى من فجر غد الثلاثاء.</p>